

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Promotion de la coexistence pacifique entre les
acteurs politiques à visions du monde divergentes
Religion et politique dans le contexte tunisien actuel

Tunis, 3 mars 2017

Auteur | Salahedine Jourchi



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة جنيف



© Fondation Cordoue de Genève, Forum El Jahedh 2017

Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél. : +41 (0) 22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Forum El Jahedh
42 Avenue de la Liberté
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 (0) 71 894590
forum.eljahedh@gmail.com
www.jahedhforum.org

Promotion de la coexistence pacifique entre les
acteurs politiques à visions du monde divergentes

Religion et politique dans le contexte tunisien actuel

Tunis, 3 mars 2017

Auteur : Salahedine Jouchi

Traduit de l'arabe par : Khadidja Neggazi

Édité par : Charlotte Mounier

Mise en page et couverture : Amine Lakhdar

Propriété intellectuelle : ce rapport appartient conjointement à la Fondation Cordoue de Genève et au Forum El Jahedh. La diffusion et l'utilisation de ce document sont permises sous conditions de citer la source.

Remerciements : Nos remerciements vont à tous les participants à l'atelier pour leur contribution à la réalisation de ce rapport. Nous remercions également le Bureau « Religion-Politique-Conflit » du Département fédéral des affaires étrangères suisse pour leur contribution à la réalisation de ce travail.

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE

(FCG) est une organisation non-gouvernementale suisse à but non lucratif œuvrant dans le domaine de la promotion de la paix. Nous travaillons principalement sur les tensions et les polarisations dans les sociétés où vivent des musulmans, et nous visons à renforcer les ressources théoriques et pratiques en matière de transformation de conflits dans les pays à majorité musulmane. Etablie à Genève en 2002, notre Fondation promeut l'échange entre les cultures et les civilisations, dans l'esprit qui prévalait à Cordoue au Xe siècle. La ville andalouse appelée « Capitale de l'esprit » demeure un modèle quasi-unique de coexistence pacifique et de brassage des idées.

www.cordoue.ch

LE FORUM EL JAHEDH

Le Forum El Jahedh est une plateforme culturelle et intellectuelle qui mise sur l'importance du dialogue tant local qu'international. Il contribue aux tendances de l'avancement d'une pensée innovante pour gagner en savoir historique qui contrôle les stratégies des nations faisant face aux challenges. Ses objectifs sont accomplis à travers la connaissance, la liberté, la démocratie et l'unité dans le but d'atteindre le développement avec une modernité connectée à son héritage. L'Association El Jahedh est une organisation non-gouvernementale tunisienne qui a obtenu la licence gouvernementale le 12 juin 1990 et a été inscrite au Journal Officiel de la République de Tunisie No. 77 le 22 octobre 1990. Elle a été classée comme Association Culturelle par décision du Ministère de l'Intérieur le 23 novembre 1992.

www.jahedhforum.org

LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD

Le programme Afrique du Nord est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs.

CONTENTS

LA FONDATION CORDOUE DE GENÈVE	3
LE FORUM EL JAHEDH.....	3
LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD	3
I. INTRODUCTION	5
II. LES RAISONS ACTUELLES DE L'INTÉRÊT PORTÉ À LA TUNISIE	5
III. LA RELIGION ET L'ÉTAT APRÈS L'INDÉPENDANCE.....	7
IV. LA ZITOUNA (INSTITUTION RELIGIEUSE) ET LA RELATION ENTRE L'ÉTAT ET LA RELIGION	8
V. L'ÉTAT NE PEUT PAS ÊTRE THÉOCRATIQUE	9
VI. UNE CRISE DE CONFIANCE PERSISTANTE ENTRE LES ISLAMISTES ET LES SÉCULIERS	9
VII. LES ASSASSINATS ET LA POSITION À L'ÉGARD DE LA VIOLENCE POLITIQUE	11
VIII. LES CONDITIONS DE COEXISTENCE.....	12
IX. LES LIBERTÉS ET LA PROBLÉMATIQUE DE LA RELATION AVEC L'AUTRE	13
X. L'AVENIR DE LA RELATION ENTRE LES SÉCULIERS ET LES ISLAMISTES	14
XI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	15

I. INTRODUCTION

En collaboration avec le Forum El Jahedh, la Fondation Cordoue de Genève a organisé en partenariat avec le desk Religion, Politique et Conflits (RPC) du Département fédérale des affaires étrangères suisse, un atelier le 03 mars 2017 à Tunis, sur le thème « religion et politique dans le contexte tunisien actuel ».¹ Ce projet découle des recommandations des trois rencontres sur l'interaction du religieux et du politique dans la sphère publique, tenues en février – mars 2016 à Istanbul, et en septembre 2016 à Doha. L'objectif de cet atelier était de déconstruire la relation entre la religion et la violence politique en Tunisie afin d'identifier les racines des divergences qui mènent à la tension, dans la perspective de bâtir les bases du consensus autour des règles du jeu politique pour consolider la transition démocratique. Vingt-deux participants ont pris part à cet atelier ; certains sont des indépendants, d'autres appartiennent à des courants politiques à différentes références idéologiques, y compris des représentants de courants contradictoires politiquement et intellectuellement à l'instar de la gauche radicale face à des cadres de différentes tendances islamistes, ainsi que des personnalités politiques libérales, et d'autres d'obédience panarabiste nassériste.

Le représentant de la Fondation Cordoue a rappelé à l'ouverture de l'atelier les objectifs

de la fondation et son engagement à soutenir la transition démocratique en Tunisie par la facilitation de la communication entre les forces séculières et islamistes. Dans ce contexte, il a exposé les différentes initiatives de la FCG en partenariat avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Pour sa part, le président du Forum El Jahedh a souhaité la bienvenue aux participants, et a souligné l'importance du partenariat avec la FCG. Il a affirmé que le Forum est soucieux de dépasser la situation de polarisation qui domine l'atmosphère politique et culturelle en Tunisie, et a indiqué que la période actuelle implique d'encourager toutes les parties à entreprendre des révisions sérieuses et nécessaires en vue de créer un climat favorable à l'établissement d'une démocratie solide et forte. Le représentant de l'ambassade suisse en Tunisie a salué l'initiative et a exprimé le soutien du gouvernement helvétique à la démocratie tunisienne naissante.²

II. LES RAISONS ACTUELLES DE L'INTERET PORTE A LA TUNISIE

Une note conceptuelle a été distribuée aux participants en guise d'introduction pour inscrire cet atelier dans le contexte tunisien. Le document mentionne qu'en dépit de la série des gouvernements de coalition successifs qui ont tous connu la participation

¹ Le **programme Afrique du Nord** est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les

objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs.

² Notamment, l'implication des jeunes dans la prise de décision ; Prévention de l'extrémisme violent ; le sujet de la torture.

du mouvement Ennahdha, sans exception aucune, et malgré la relation spéciale entre le président de la République Béji Caïd Essebsi, et le président d'Ennahdha, Rached Ghannouchi, en dépit de leurs obédiences politiques différentes, la controverse sur la relation entre la religion et la politique demeure toujours d'actualité. Il en existe de nombreux indicateurs :

1. Le désaccord persistant au sein du parti Nidaa Tounes sur la légitimité de l'alliance avec le mouvement Ennahdha, où bon nombre se sont retirés du parti pour plusieurs raisons, notamment à cause de cette relation avec le mouvement Ennahdha.
2. Le mouvement Ennahdha s'est retrouvé contraint lors de son dixième congrès, tenu en 2016, à réaffirmer qu'il n'est pas un mouvement islamiste au sens religieux mais un parti qui croit en ce que l'on appelle « l'islam démocrate » en allusion aux partis chrétiens démocrates. Son président avait alors précisé que son mouvement ne se réclamait plus de l'islam politique, ce qui a soulevé un tollé chez les élites. D'aucuns le considèrent comme un pas franchi par le mouvement Ennahdha vers la séparation entre le religieux et le politique, d'autres l'ont considéré comme une tactique ou une manœuvre pour leurrer l'opinion publique et gagner la sympathie des pays occidentaux.
3. Le désaccord et la rupture persistants entre le Front Populaire et le mouvement Ennahdha. Bien que les dirigeants de ce dernier aient affirmé à maintes reprises leur volonté de tendre la main au Front Populaire, les responsables de ce front considèrent toujours que le mouvement Ennahdha est responsable des assassinats politiques qui ont eu lieu dans le pays particulièrement celui de Chokri Belaid et Mohamed Brahmi. Ils déclarent aussi qu'ils n'ont pas confiance dans les

intentions du mouvement et son discours politique, avec qui ils sont en désaccord total.

4. Des progrès importants ont été réalisés récemment dans le sens de la formation d'un large front politique comprenant des partis ainsi que des personnalités. Ce front vise à atteindre l'équilibre politique dans le pays, après l'aggravation de la crise au sein du parti Nidaa Tounes. Ce front a été considéré par le mouvement Ennahdha comme étant dirigé contre lui, et a pour but de l'isoler, ce qui signifierait un retour à la bipolarisation.

Dans ce contexte, l'importance de lancer un dialogue qui réunit les acteurs politiques majeurs en Tunisie autour des questions suivantes était nécessaire :

- Dans quelle mesure le développement intellectuel et politique peut aider les élites tunisiennes à coexister et protéger la transition démocratique ?
- Peut-on dire que la problématique de la relation entre le religieux et le politique a été classée définitivement et historiquement, ou ce qui s'est passé jusque-là n'est qu'une tactique et fuite en avant en attendant le changement des rapports de force en faveur de l'un ou de l'autre ?
- Y-a-t-il suffisamment d'indicateurs qui font que l'on puisse dire que la transition en Tunisie ne sera pas impactée par les différends idéologiques persistants sur la relation entre la religion et l'Etat ?
- Le mouvement Ennahdha est-il définitivement fixé par rapport à la question de l'islam politique ? Aurait-il décidé sciemment et irrévocablement de défendre la démocratie et s'attacher à l'Etat civil comme un choix stratégique sans retour ?

- Pourquoi la polémique et le conflit entre les islamistes et les séculiers se poursuivent en Tunisie sur la nature de l'action politique et le caractère civil de l'Etat ? Quels sont les secrets de ce conflit qui, à chaque fois que son intensité baisse, ressuscite à nouveau les sentiments et les craintes, devenant ainsi un obstacle devant l'édifice commun ?
- Les voix des autres composantes de l'islam politique, telles que le parti Tahrir et les milieux salafistes, peuvent-elles impacter de façon sérieuse la situation générale du pays, et devenir un obstacle structurel à même d'avorter tout rapprochement véritable et viable entre les islamistes et les séculiers ?
- Peut-on atténuer les conflits entre les islamistes actifs dans le champ politique et les partis séculiers, y compris le parti du Front Populaire de gauche, afin de contenir le conflit politique pour que ces partis s'en tiennent aux règles du jeu démocratique ? pourquoi ? et comment ?
- Peut-on réduire le conflit entre les islamistes et le front de gauche à la question de la relation entre le politique et le religieux, ou bien le conflit s'étend-il aux choix économiques et sociaux différents ?

III. LA RELIGION ET L'ETAT APRES L'INDEPENDANCE

Le premier axe a traité la question liée à « la relation entre la religion et la politique dans l'Etat indépendant ». Ce premier axe avait pour but d'inscrire la problématique dans son contexte historique, problématique existante depuis l'avènement de l'indépendance tunisienne, et le lancement du processus de construction de l'Etat, ainsi que la rédaction de la constitution de 1957 qui s'en est suivie. A l'époque, il existait deux principaux

courants. Le premier soutient le personnage de Habib Bourguiba, face à un autre, celui de la Zitouna (l'institution religieuse) avec ses différentes tendances. En dépit de son rôle historique, Bourguiba est encore un sujet de controverse dans la Tunisie d'aujourd'hui à cause de ses choix et de ses positions. Leur évaluation en positif ou négatif, est source encore de divergences entre les tunisiens, notamment ceux relatifs à la relation entre l'Etat et l'islam et le rôle de la religion dans la société.

Lors de la première intervention de l'un des défenseurs du Bourguibisme, ce dernier a affirmé qu'il ne voit « aucune justification de lier la religion à la politique », car, « la référence à la religion prépare le terrain au totalitarisme ». Pour cette raison, il considère que « l'islam politique œuvre à s'imposer quelle que soit la nature du régime politique en place ». Ainsi, il a affirmé sa conviction que « les réformes radicales engagées au début de l'indépendance étaient nécessaires ». Il considère également que l'interdiction de tout parti religieux était « une bonne et pertinente décision » ; la religion étant selon lui « une affaire personnelle ». Le parti religieux « n'est pas concerné par la question de démocratie ». Cependant, il considère que « rien ne justifie la répression des islamistes ». Il a rappelé que l'autorisation d'Ennahdha était conditionnée par l'acceptation de la démocratie et l'abandon de la Charia. En dépit de la présence du parti Ennahdha dans le pays et au pouvoir, « les chances de la démocratie en Tunisie restent fortes », mais « la démarche démocratique est encore fragile et menacée ». Il a insisté à ce propos sur l'importance du rôle d'Ennahdha dans la réussite ou l'échec de ce processus. Ce qui implique l'établissement de la confiance entre les islamistes et les séculiers. Dans ce contexte, il a salué ce qu'il a qualifié de « renouvellement de l'identité du mouvement Ennahdha » à l'issue de son dernier congrès. Mais il est nécessaire de

crédibiliser ces transformations annoncées. Il est nécessaire également de démontrer à quel point les bases du mouvement ont accepté ces changements. Il a appelé le mouvement aussi à clarifier sa position sur ce qu'il a qualifié de « groupes terroristes », et son rôle en cas de victoire lors des prochaines élections municipales. Ces élections suscitent actuellement beaucoup de craintes en Tunisie.

IV. LA ZITOUNA (INSTITUTION RELIGIEUSE) ET LA RELATION ENTRE L'ETAT ET LA RELIGION

Face à cette approche, la deuxième intervention était consacrée aux positions de la Zitouna par rapport à la problématique de la relation entre le religieux et le politique lors du processus de construction de l'Etat indépendant. Il a été indiqué que l'établissement religieux n'a bénéficié d'aucun traitement objectif en Tunisie durant toute la période écoulée. Ainsi cet établissement ne constitue pas un bloc homogène. Il était divisé par des désaccords apparents entre ses composants et ses grandes figures.

Le rédacteur du document croit que l'Etat indépendant a adopté le modèle laïc français sans l'annoncer officiellement. L'élite, autour d'Al Hizb Al Doustouri alors au pouvoir, a cru que son principal rôle est de restructurer la société tunisienne sans la consulter. Bourguiba répétait que les tunisiens étaient à l'époque une poussière d'individus et que l'Etat qu'il a établi, selon lui, les a transformés en Nation. Cette vision de condescendance a mené selon le conférencier à un « Etat autoritaire ».

Le parcours de l'institution religieuse en Tunisie a été présenté du temps où ce dernier contrôlait l'organisation de la société au 17^{ème} siècle jusqu'au déclin de son rôle et de son poids à cause du traditionalisme de ses programmes pédagogiques. Cette faiblesse a

mené certains leaders de la Zitouna durant la dernière phase de l'histoire de cette institution à devenir facilement assimilable par le nouvel Etat. Au point que certains sont allés jusqu'à s'identifier au pouvoir politique à l'époque dirigé par Bourguiba. Selon cet expert, le leadership de la Zitouna a traité le modernisme de façon traditionnelle et non créative.

Certains participants ont appelé à faire la distinction nécessaire entre le modèle français de la laïcité et la sécularité. Ils ont réfuté l'idée que l'Etat de l'indépendance était laïc car il n'a pas séparé la religion de l'Etat. Il a plutôt utilisé la religion au profit du projet de l'Etat et sa domination. Aussi, le problème ne réside pas dans la séparation entre les domaines religieux et politique. Il est nécessaire en revanche de les distinguer, au modèle des pays anglo-saxons. Si la sécularisation est un processus culturel, la laïcisation est une décision politique. Pour cette raison, certains participants ont affirmé que les tunisiens sont en quête aujourd'hui d'une troisième voie qui transcende la dichotomie du religieux et du laïc.

Certains ont souligné le caractère despotique du président Bourguiba. Ils l'ont accusé de s'appuyer sur les appareils de l'Etat pour confronter ses adversaires, les bâillonner et les marginaliser. D'autres islamistes se sont demandés si la référence religieuse d'un parti mènera nécessairement au despotisme. Ils ont ajouté que ce sera le cas seulement si ce parti monopolise la religion et a un caractère global. Or, ce n'est pas le cas d'Ennahdha car le mouvement « condamne la violence au nom de l'islam. Il le fait en s'inspirant de la religion elle-même ». Une des participantes a posé la question : est-il possible en termes pratiques d'atteindre la séparation totale entre le religieux et le politique ? Elle considère que le fait religieux est un dénominateur commun entre tous.

V. L'ETAT NE PEUT PAS ETRE THEOCRATIQUE

La troisième intervention a débuté par l'expression qui dit que la dénomination « Etat islamique » est récente, en la forme, mais que l'Histoire prouve son existence dans le fond. L'Etat moderne est une entité morale dont on ne peut lui conférer une dimension théologique, alors que le message de la religion est unique et consiste à donner une signification à l'existence et à la vie, si la mission d'organiser la société lui est rajoutée, ce que les *fouqaha* ont essayé de faire, et les mouvements islamistes sont venus défendre, cela se fera au détriment de la religion et son message originel. Selon l'un des chercheurs participant aux travaux de l'atelier, cette situation a mené à « *al-Tarmiq* »³ [ndt]. Il entend par ce terme une forme de trucage intellectuel et législatif. Cette situation s'applique selon son avis à la littérature d'Ennahdha.

Le débat autour de cette question a mené à considérer que l'Etat de l'indépendance n'était pas hostile à la religion. Il n'avait pas assez de temps pour approfondir la modernité, même s'il avait jeté les fondements à travers l'ensemble des choix défendus. Cet avis n'est pas partagé par l'ensemble des islamistes qui croient que la première période de l'indépendance a créé un climat anormal à cause du traitement de la question religieuse par Bourguiba d'une façon qu'ils qualifient de conflictuelle.

Les avis étaient partagés aussi entre ceux qui pensent que l'Etat de l'indépendance a annulé l'établissement religieux et ceux qui pensent qu'il l'a plutôt fait évoluer. Mais ce qui est certain c'est que le processus de l'époque était

une forme d'implication de l'établissement religieux, chose qui a fait rater l'occasion de développer la culture nationale de l'intérieur.

Le deuxième point de désaccord est lié à l'évaluation de la politique menée par Bourguiba en matière religieuse. Ses soutiens considèrent que ses positions sont courageuses et osées en matière de jurisprudence. En revanche, ses critiques considèrent que ses positions s'éloignent de la jurisprudence religieuse, elles font plutôt partie d'un projet d'implication basé sur un monopole total de la scène tunisienne, en rappelant son expression « Je suis l'Etat ».

VI. UNE CRISE DE CONFIANCE PERSISTANTE ENTRE LES ISLAMISTES ET LES SECULIERS

La relation entre les islamistes et les séculiers en Tunisie est dominée par une crise de confiance qui se poursuit encore, notamment entre Ennahdha avec une grande partie de la Gauche en général, et le Front populaire en particulier. Ces derniers reconnaissent qu'Ennahdha tient un nouveau discours différent de ses anciennes positions, et différent également des discours de l'ensemble des mouvements islamistes de la région. Mais, ils mettent en doute la sincérité de ce discours. Ils posent plusieurs conditions préalables à la normalisation des relations entre les deux parties loin du conflit incessant actuel.

La gauche radicale a fixé clairement ces cinq conditions durant les travaux de l'atelier, à savoir :

1. La critique de la référence idéologique d'Ennahdha qui demeure totalitaire.

³ Note du traducteur : *al Tarmiq* est un terme signifiant l'invention d'éléments inexistantes.

2. Mettre fin de manière définitive au lien avec les frères musulmans.
3. L'évaluation de son expérience de manière solennelle, notamment son expérience au pouvoir durant la période post-révolution.
4. La reconnaissance de sa responsabilité politique et morale des assassinats politiques survenus lors de sa gouvernance à l'époque de la troïka, dont ont été victimes deux dirigeants du Front populaire, Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi.
5. Une réelle séparation entre la prédication et la politique.

A la défense d'Ennahdha, les participants islamistes ont souligné le virage historique du dixième congrès. Ce dernier a connu l'adoption de la tendance défendue auparavant par les islamistes progressistes qui ont quitté le mouvement très tôt. Ils ont annoncé que les membres d'Ennahdha ont fait de grandes révisions intellectuelles, et considèrent leur mouvement comme partie intégrante du mouvement démocratique tunisien. Ils ont affirmé que leur expérience au gouvernement et leur participation à la rédaction de la constitution de 2014 ont eu un grand impact sur la situation interne du parti, et de fait ont préparé le terrain aux révisions. En premier lieu, la mutation d'une référence théologique à une référence basée sur les finalités (*maqasid*)⁴, d'un mouvement global à un parti spécialisé, et d'une organisation contestatrice à un parti partenaire et une force de proposition. Ennahdha est sorti ainsi du cercle du parti idéologique pour devenir un parti démocratique à référence islamique. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'ouverture du mouvement aux expériences des démocraties

occidentales, et la reconnaissance que l'évolution du discours est née des contraintes de la gouvernance et la volonté au sein du mouvement à faire ces révisions.

Il convient de noter dans ce climat de désaccord et de conflit entre le Front populaire et le mouvement Ennahdha, qu'avant la révolution le Parti communiste des ouvriers de Tunisie, un des principaux composants du front, a défendu le droit d'Ennahdha à bénéficier de l'autorisation légale. Le parti a réclamé également la libération des prisonniers islamistes. Les membres d'Ennahdha l'ont reconnu. Certains d'entre eux ont considéré que la Gauche en particulier et le mouvement démocratique tunisien en général ont eu l'honneur de défendre les prisonniers islamistes durant la période de forte répression qu'ils ont subie, notamment durant l'époque du président Ben Ali. Par ailleurs, des communiqués conjoints ont été publiés par Ennahdha et le parti communiste tunisien durant les années 80. Ce qui prouve que l'expérience politique tunisienne a connu depuis le début, après la transformation du mouvement de la tendance islamique à un parti, la formule de l'action commune avec les séculiers y compris la gauche. Cela s'est passé à l'intérieur de la Tunisie et à l'étranger. S'agissant de la phase d'exercice du pouvoir, Ennahdha a reconnu dans un nombre de ses documents et déclarations plusieurs erreurs dont certaines concernent le timing et la méthode, et d'autres concernent les moyens et le discours.

Pour sa part, le mouvement de gauche réfute l'accusation d'éradication, ils reconnaissent qu'Ennahdha en particulier a réussi par ses origines et son discours à constituer une grande audience soutenant son projet. Parmi

⁴ *Maqasid* est un mot arabe signifiant but et objectif. Dans le contexte islamique, le terme se réfère aux buts de la foi musulmane.

les questions posées lors des débats : est-ce qu'il existe une possibilité de coexistence entre les deux partis six ans après la révolution ? Et la deuxième question était destinée aux adhérents d'Ennahdha. Il s'agit du changement de son discours après le 14 janvier : est-ce le résultat de l'exercice du pouvoir par le mouvement ? Ou bien le résultat de son rapprochement de la société tunisienne et la compréhension de sa nature, notamment après la perte d'une partie de son électorat durant les présidentielles et législatives ?

VII. LES ASSASSINATS ET LA POSITION A L'EGARD DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Le grand virage de la relation islamistes-séculiers durant la gouvernance de la troïka, est intervenu au moment des assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi. Ils sont survenus suite à la montée du mouvement salafiste représenté notamment par l'organisation « Ansar El-Charia ». Le recours à la violence a causé l'aggravation de la situation et a menacé d'arrêter ou de saboter le processus de transition. Comme ces assassinats sont survenus durant le règne d'Ennahdha, la Gauche l'a accusé d'être derrière le phénomène de violence et des assassinats.

Les partisans d'Ennahdha refusent cette responsabilisation faite à leur mouvement à propos des assassinats. Ils pensent que cette accusation est « politique » et n'est soutenue d'aucune preuve. Ils soulignent que cette escalade contre Ennahdha est due aux résultats des élections. La bataille durant la période post-révolution est ainsi devenue « une bataille de poids électoral ». Tout le monde sans exception s'est impliqué dans des réactions démesurées. Ces propos ont été approuvés en partie par des anciens militants

de gauche. Aussi, l'accusation d'Ennahdha à propos des assassinats de Belaïd et Brahmi « résulte du déséquilibre du rapport de forces au profit des islamistes » ce qui a amené certains à émettre des doutes sur la démocratie qui permet aux islamistes d'accéder au pouvoir. Il existe des forces occultes qui n'ont pas intérêt à ce que la pratique démocratique se consolide car elle mènera inexorablement à l'institutionnalisation de la coexistence entre les islamistes et les séculiers. Ces forces œuvrent donc à alimenter l'état de polarisation entre le duel Ennahdha et les forces de gauche. Cette situation exige une évaluation sérieuse du processus de transition en Tunisie. Il n'est pas de l'intérêt d'Ennahdha de rejeter sa responsabilité politique sur les assassinats survenus à l'époque de la troïka. Même si l'apaisement avec le salafisme djihadiste a commencé à l'époque où Essebsi était à la tête du gouvernement, il s'est poursuivi avec le gouvernement de la troïka. Sur cette base, un islamiste participant à l'atelier a appelé les différentes composantes de la classe politique à se débarrasser de trois obstacles : l'islam politique, le Bourguibisme, et les anciennes positions de la famille gauchiste.

Le débat ne s'est pas approfondi sur cette question durant l'atelier. Mais la question de la violence a été présente dans une certaine mesure. A titre d'exemple, la question de la littérature d'Ibn Taymiyya a été abordée. Ainsi certains se sont posé la question : pourquoi une partie de la jeunesse tunisienne, notamment après la révolution, a adopté la pensée d'Ibn Taymiyya comme référence ? Parmi les explications avancées pour répondre à cette question problématique, il a été dit que l'établissement religieux en Tunisie n'est pas prêt actuellement à confronter l'école de jurisprudence salafiste qui apparaît forte, solide et offensive.

VIII. LES CONDITIONS DE COEXISTENCE

En contrepartie, ont été présentées des analyses critiques à l'expérience de la gauche tunisienne qui a encore l'occasion, selon certains participants, de devenir une force réelle dans le pays, notamment si elle définit clairement comment elle perçoit la religion et comment elle détermine sa place dans la société tunisienne d'aujourd'hui.

Pour leur part, des militants de gauche - en désaccord avec le Front populaire - participants également aux travaux de l'atelier, ont affirmé que la coexistence avec Ennahdha est possible, ils reconnaissent l'évolution notable de son discours six ans après la révolution. Ils ont critiqué virulemment le mouvement non pas pour sa vision doctrinale et idéologique, mais pour sa position vis-à-vis de la question sociale. Les militants de gauche classifient en général Ennahdha comme un mouvement de droite capitaliste favorable à la bourgeoisie au détriment des pauvres. Les membres d'Ennahdha rejettent cette classification et affirment qu'ils s'alignent aux côtés de la classe moyenne et des couches vulnérables, même si en effet leurs politiques économiques n'ont pas beaucoup différé du reste de leurs alliés au pouvoir tel que le parti Nidaa Tounes.

Au plan idéologique, il a été fait état du défi intellectuel et identitaire auquel fait face la jeunesse à cause de ce que leur demande l'acte moderniste qui les appelle à rompre avec leurs origines représentées par cet énorme héritage nécessitant encore de grands efforts scientifiques de révision, de vérification, et de purification des sédiments de son environnement de naissance. Ces appels répétés à dépasser les positions conservatrices sont confrontés parfois par la logique de la réaction et le repli sur soi, ainsi que la résistance à ceux qui vont devenir pour ces jeunes des adversaires et des renégats.

Sans doute, la jeunesse en général a besoin de constantes et de valeurs qui lui confèrent la sérénité de l'âme afin d'atteindre la réconciliation avec soi, le sentiment de liberté, et de confiance qui lui permettent de faire cesser les doutes et de s'affirmer.

Mais est-ce suffisant pour mettre en doute la possibilité de coexistence entre les islamistes et les séculiers. Beaucoup reconnaissent que la révolution a engendré un bousculement au sein de la société et des élites. La volonté de coexistence s'est dégradée par rapport à ce qu'elle était auparavant notamment entre les islamistes et les forces de gauche. Or, certains séculiers réfutent cette thèse malgré le climat de tension et de désaccord. Ces derniers se réfèrent au travail parlementaire qui a démontré que la coexistence entre les différents courants, islamistes inclus, est possible, et que l'instauration d'une action commune entre les composantes de la classe politique n'est point impossible. Plusieurs débats autour de certains projets de loi ont montré que parfois un islamiste se trouve plus proche d'un parlementaire de gauche que d'un autre de sa propre tendance politique, surtout si on prend en considération qu'Ennahdha est en état permanent d'ébullition et d'évolution notable, toutefois, les craintes de tout mouvement qui s'auto-octroie le droit de confisquer l'islam et de monopoliser son interprétation sont encore présentes. Dès lors, Ennahdha est amené à clarifier de façon permanente ses positions à l'égard de toutes les questions, notamment celles des libertés et des droits individuels. Sur le plan politique, Ennahdha a tranché sa position en s'alliant avec Nidaa Tounes, ce qui est important d'un point de vue politique. Néanmoins, il est à craindre que la démocratie naissante soit ébranlée par l'absence de compétition et la prédominance de la logique des compromis d'intérêts entre deux grands partis. Si certains militants de gauche ont accepté par le passé de s'allier avec le régime de Ben Ali pour

contrer ce qu'ils qualifiaient de « danger obscurantiste ». Il existe aujourd'hui des islamistes au sein d'Ennahdha qui considère que les résidus du parti RCD, dissout, leurs sont plus proches que la gauche accusée d'être « éradicatrice ». Cependant, un consensus a empreint l'atelier par rapport au fait que la Tunisie d'aujourd'hui ne peut plus permettre à une famille politique de rejeter l'Autre ou d'appeler à le priver de son droit d'exister. La stabilité de la Tunisie aujourd'hui est une « responsabilité collective ».

Parmi les lacunes mentionnées, il a été relevé l'absence d'études approfondies chez les deux parties, islamiste et séculière, sur les conditions de coexistence entre les deux courants. Un militant de gauche a noté que le magazine « *Afaq* » organe de la nouvelle gauche durant les années 1960 et 1970 ne contenait aucun article qui traite la question de la relation entre l'Etat et la religion. Cependant, la question agricole a bénéficié d'un grand intérêt. Ce militant de gauche a ajouté que le modernisme a « détruit la gauche » car « l'ancien n'est pas forcément réactionnaire et caduc ». Ainsi que « la bourgeoisie ne signifie pas le modernisme, et que le capitalisme s'est fondé non pas sur la rupture mais sur la régénération ». Ce dernier a invoqué l'expérience de l'Algérie en matière de réconciliation. Il a attribué la responsabilité de la rupture en Tunisie à la fois aux islamistes et aux gens de gauche. En dépit du dialogue qui s'imposait aux deux courants lors de la rédaction de la nouvelle constitution, aucun progrès n'a été enregistré pour l'approfondissement de la culture de coexistence. La constitution était une réalisation de qualité, mais le problème est que les affrontements politiques persistent encore à cause de l'interprétation de certains chapitres de cette constitution consensuelle. Il existe aussi une crainte de ce que certains qualifient de « résidus des poches du reniement au sein d'Ennahdha ». D'autre part,

les partisans du courant religieux croient qu'une partie de la grande famille séculière ne pense pas possible l'évolution de l'islam. Cette problématique idéologique pousse ses adeptes aujourd'hui encore à propager l'idée que « l'exception islamiste » n'est pas possible, c'est ce qui a été qualifié de « problème ontologique ».

Parmi les propositions présentées dans ce contexte, considérées comme favorables au soutien de la plateforme de coexistence, on dénombre :

1. Considérer que le fondement de la coexistence ou de l'alliance soit l'entente ou le désaccord autour de la question de justice sociale, et la conviction que les droits économiques et sociaux constituent l'axe de conflits ou d'alliances.
2. Se désolidariser des groupes violents à référentiel religieux, et ne se croiser en aucun cas avec ses différents organismes, ce qui implique de condamner la violence, ne pas la justifier et de rompre avec ceux qui l'exercent ou appellent à la justifier publiquement.
3. S'accorder sur des règles communes de jeu que tout le monde doit respecter, pour garantir la protection de la transition démocratique et solliciter l'arbitrage du peuple et du droit dans la compétition politique pour assurer l'alternance pacifique au pouvoir.

IX. LES LIBERTES ET LA PROBLEMATIQUE DE LA RELATION AVEC L'AUTRE

L'avant-dernière session a abordé les problématiques des « libertés individuelles, de la violence et des droits des femmes » durant la période de transition. Elles constituent des questions brûlantes qui ont occupé la classe politique, les élites et la

société civile en Tunisie durant les six dernières années. Bien que la constitution de 2014 ait tranché plusieurs questions, en s'alignant clairement avec le système universel des droits de l'Homme, mais la bataille reste encore ouverte à cause de l'opposition entre le texte constitutionnel d'une part et les lois héritées de l'ancienne époque d'autre part.

X. L'AVENIR DE LA RELATION ENTRE LES SECULIERS ET LES ISLAMISTES

Enfin, l'atelier s'est arrêté au quatrième et dernier axe, où les participants ont abordé la question de « l'avenir de la relation entre les islamistes et les séculiers en Tunisie ».

Dans cet axe, les participants ont tenté d'éviter de dessiner un tableau noir de la période à venir. Ils ont laissé la porte ouverte devant la possibilité de coexistence entre les islamistes et les séculiers tout en reconnaissant les difficultés intellectuelles et politiques. D'une part, les séculiers présents ont encore réclamé à Ennahdha de fournir plus de garanties pour rassurer tout le monde sur l'avenir du

processus de transition au pays. Ils ont souligné la nécessité d'expliquer le slogan d'Ennahdha « l'islam démocrate ». D'autre part, les islamistes ont réclamé de l'autre partie, de bien clarifier sa position sur la place de la religion dans la sphère publique. Ils ont souligné notamment que le terme « d'islam politique » est trop « vaste », et qu'Ennahdha « a dépassé le caractère global depuis sa décision de se spécialiser ».

De leur part, les jeunes participants aux travaux de l'atelier ont protesté contre l'absence de la jeunesse dans le débat politique public en Tunisie. Ils ont réclamé de « libérer l'initiative des jeunes » et de créer des espaces ouverts de dialogue. Ils ont souligné en particulier ce qu'ils considèrent comme étant l'échec des partis politiques au sein et en dehors des institutions, ce qui a mené au recours à des moyens parallèles permettant d'exercer des pressions sur tout le monde afin de faire parvenir la voix des jeunes et d'influencer les décisionnaires.

XI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

1. Il ressort de l'atelier que malgré les relations tendues entre les islamistes et les séculiers, notamment la Gauche et Ennahdha, le dialogue entre les deux parties est possible et non pas impraticable. La participation pour la première fois des représentants du mouvement Ennahdha et du Front populaire ensemble depuis les assassinats de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmî le prouve.
2. Il existe un besoin urgent et nécessaire d'établir une évaluation sérieuse et responsable de la période écoulée, et ce en vue de déterminer les causes profondes et effectives de la résurgence de l'état de rupture et de confrontation entre les militants de gauche et les islamistes durant les six années post-révolution. Ce qui nécessite de la part des parties le courage et l'aptitude à faire prévaloir l'intérêt du pays sur les calculs partisans.
3. La nécessité de réduire la part de l'idéologie en vue d'une meilleure gestion de la compétition politique, ce qui renforcera davantage les chances de coexistence et d'établissement de règles saines pour la compétition et la protection de l'alternance pacifique au pouvoir.
4. Les dimensions économiques et sociales revêtent une importance particulière pour la création d'un climat favorable au rapprochement ou à la compétition entre les partis politiques, notamment entre les islamistes et les militants de gauche, ce qui a été attesté par les débats de l'atelier. Présenter des programmes sur les positions idéologiques amènera les différentes parties à soutenir les points de convergence et à bien gérer le conflit politique sur les points de divergence.
5. En dépit de l'importance des dimensions politiques qui dessinent la nature de la relation qui pourrait naître entre les partis, la dimension culturelle occupe encore une place particulière dans l'expérience tunisienne, notamment en matière de relation entre le religieux et le politique, ce qui implique la présence du côté intellectuel dans tout débat sérieux sur l'avenir de la transition démocratique en Tunisie.
6. Tous les partis et les acteurs politiques ont intérêt à protéger le processus de transition en Tunisie. Cet objectif pousse encore ces partis à faire face aux dangers à travers les concessions et les consensus provisoires, et contrer des parties internes et externes qui n'ont pas intérêt à ce que la Tunisie devienne un Etat démocratique et émergent.
7. L'importance de la participation des jeunes dans la vie politique et dans la coexistence dans un pays comme la Tunisie, raison pour laquelle, on a affirmé que les révisions à effectuer n'atteindront des résultats positifs et à long terme sans la participation effective des jeunes de toutes les tendances et les positions.